

Refuser les fruits et légumes de l'exploitation

Le printemps est là et chacun se réjouit de voir le choix de fruits et légumes se diversifier sur les étals. Pourtant, certains des produits qu'on y trouve ont un arrière-goût amer. Ils ont été cultivés dans des conditions sociales et écologiques épouvantables, dans le Sud de l'Espagne, en Italie ou ailleurs. La main d'œuvre employée dans les exploitations dont ils sont issus est souvent composée de clandestins corvéables à merci, travaillant pour des salaires de misère. Parqués dans des logements de fortune, leurs conditions de vie sont indignes. Au niveau environnemental, le bilan n'est pas meilleur : menaces de désertification due à une irrigation par pompage sans aucune limitation et traitements chimiques à outrance. Des modes de production bien éloignés de ce qui se fait en Suisse, où des critères de durabilité sont appliqués...

Outre les problèmes strictement éthiques qu'elle pose, l'importation de tels produits constitue une concurrence déloyale pour les producteurs locaux. Appliquer des conditions de travail équitables et respecter l'environnement comme on le fait en Suisse, cela a un coût, qui se reporte sur le prix des denrées alimentaires. Il n'est pas correct que nos agriculteurs soient soumis à la concurrence de producteurs bénéficiant de conditions-cadres aussi différentes. Une grande partie des consommateurs suisses désapprouve par ailleurs sans aucun doute la manière dont ces fruits et légumes sont produits. L'exploitation éhontée de personnes fragilisées et le saccage de l'environnement sont aujourd'hui largement considérés comme inacceptables. Ce n'est dès lors que parce que les consommateurs sont mal informés que de tels produits trouvent encore preneur.

Forts de ces considérations, cinq cantons romands ont transmis à la Confédération des initiatives cantonales demandant d'interdire l'importation de denrées alimentaires produites dans des conditions sociales et écologiques inadmissibles. Les parlementaires auront-ils le bon sens de les accepter ou crieront-ils au protectionnisme ? Pour beaucoup malheureusement, le dogme du libre-échange reste un absolu impossible à relativiser. En attendant une décision courageuse, une seule solution pour les consommateurs responsables : acheter des produits locaux et de saison, dont on sait qu'ils sont issus d'une agriculture respectant des critères écologiques et sociaux.

Adèle Thorens Goumaz, publié dans Le Nouvelliste le 15 avril 2010